

Des chrétiennes engagées et insoumises

Élisabeth Garant

Number 762, January–February 2013

Féminismes : état des lieux

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/68267ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Garant, É. (2013). Des chrétiennes engagées et insoumises. *Relations*, (762), 24–26.

Des chrétiennes engagées et insoumises

L'histoire du mouvement des femmes au Québec est marquée par la collaboration entre féministes croyantes et laïques, une solidarité essentielle à la reconnaissance pleine et entière des femmes.

ÉLISABETH GARANT

L'histoire des femmes au Québec est traversée de multiples liens entre le mouvement des femmes, le féminisme et les croyantes. Les avancées sociales et politiques qui furent réalisées pour l'égalité entre les femmes et les hommes comme pour l'amélioration des conditions de vie des femmes ont bénéficié maintes fois de cette solidarité entre féministes croyantes et laïques.

Les croyantes ont aussi puisé au sein du mouvement des femmes l'inspiration nécessaire pour s'opposer au patriarcat et aux pratiques discriminatoires au sein de leurs communautés de foi. Mais, à toutes les époques, cette double allégeance a été source de critiques, de tensions et de pressions de la part des autorités religieuses, écartelant

trop souvent ces femmes entre des dimensions importantes de leur identité. Cela en a découragé plusieurs, qui ont renoncé à concilier aspirations féministes et engagement religieux. Mais la détermination de certaines a permis que naissent différentes initiatives de résistance qui ont pris des formes créatives et variées d'hier à aujourd'hui.

LES DÉBUTS DU FÉMINISME CHRÉTIEN AU QUÉBEC

En 2007, à l'occasion des 100 ans de fondation de la première association féministe canadienne-française, la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste (FNSJB), Micheline Dumont¹ rappelait le rôle qu'y ont joué les chrétiennes, particulièrement la catholique Marie Lacoste Gérin-Lajoie. C'est sous sa présidence, de 1913 à 1933, que l'institution a mené, en étroite collaboration avec d'autres féministes, des luttes difficiles dont celles pour le droit de vote des femmes et la réforme du statut des épouses dans le Code civil.

Forcée par les évêques de se retirer de la présidence du Comité provincial pour le suffrage féminin, qui rassemblait des féministes laïques et croyantes, Marie Lacoste reste malgré tout fidèle à ses convictions féministes et catholiques.

L'auteure est directrice du Centre justice et foi et de la revue *Relations*

Laurence Cardinal, *Mixtio T7*, 2010, techniques mixtes sur toile, 168 x 102 cm. Photo: Guy L'Heureux



Elle identifie de nouvelles stratégies pour que l'action de la FNSJB continue de contribuer à l'élargissement du rôle des femmes dans la société et à l'avancement de leurs revendications tout en les préparant à l'exercice du droit de vote – qui leur fut accordé en 1940. En 1966, sous la présidence de Marie-Ange Madore, la FNSJB choisira d'intégrer la Fédération des femmes du Québec, nouvellement créée et non confessionnelle, ouvrant ainsi une nouvelle ère de collaboration entre les croyantes et le mouvement des femmes.

LES CROYANTES AU SEIN DU MOUVEMENT DES FEMMES

Les croyantes épousent différentes revendications des femmes, s'impliquent au sein de plusieurs organisations et adoptent généralement une attitude de grande discrétion quant aux convictions religieuses qui motivent leur engagement. Leur apport au mouvement est indéniable, qu'il s'agisse du temps qu'elles lui consacrent ou du soutien financier qu'elles offrent, principalement à travers les dons de plusieurs communautés religieuses féminines. Les croyantes ont aussi souvent défriché de nouveaux terrains d'engagement féministe, auprès des femmes des milieux défavorisés ou en milieu carcéral², par exemple. Il y a dix ans, elles créaient également le Comité d'action contre la traite humaine interne et internationale (CATHII) pour lutter contre une réalité dévastatrice qu'elles ont contribué à révéler au grand jour.

Motivées par leur engagement au sein du mouvement des femmes, les chrétiennes s'organisent aussi pour lutter contre le patriarcat au sein de l'institution ecclésiale. En 1977, la Collective L'autre Parole voit le jour pour dénoncer les abus du pouvoir patriarcal de l'Église catholique et son discours visant le contrôle de la sexualité des femmes. Mais elle crée surtout un espace de liberté permettant une relecture et une réappropriation des textes bibliques nourries de l'expérience des femmes.

En 1982, c'est le réseau Femmes et Ministères qui voit le jour pour regrouper les femmes engagées sur le terrain de la pastorale, les aider à combattre le cléricalisme et la discrimination qui les empêchent d'occuper en pleine égalité toutes les fonctions dans l'Église. Puis, en 1987, des membres de communautés féminines se regroupent pour créer ce qui est aujourd'hui l'Association des religieuses pour le droit des femmes. Elles puisent au courage des

fondatrices de leurs diverses communautés pour actualiser ensemble un parti pris en faveur des femmes, surtout les plus pauvres et marginalisées.

Ces initiatives de croyantes ne sont pas les seules, mais elles représentent au sein de la Fédération des femmes le dynamisme et la complémentarité de l'action des chrétiennes féministes. Leur engagement favorisera l'émergence d'une théologie féministe au Québec, de même que la nomination de femmes à des postes de responsabilité au sein même de l'Église catholique. Cet engagement mènera aussi à des prises de positions explicites de l'épiscopat, dans les années 1970 et 1980, en faveur d'une égalité dans l'exercice de tous les ministères, même ordonnés. L'intervention du pape, en 1994, vient toutefois

clôre le débat sur l'ordination des femmes. Débute alors une décennie de silence sur ces questions. Suivront ensuite des reculs quant à la reconnaissance des femmes dans l'Église, le cléricalisme et le conservatisme reprenant leurs aises.

LES PERSPECTIVES POUR LES CROYANTES FÉMINISTES

Face aux attaques inquiétantes portées actuellement contre les acquis des femmes par les droites politiques, économiques et religieuses, nous ne pouvons laisser le champ libre aux visions et pratiques inégalitaires qui bafouent autant les idéaux humanistes que ceux portés par les traditions religieuses.

Les dernières décennies ont permis l'émergence d'une parole publique enracinée dans l'expérience des femmes; notre premier pouvoir est celui de refuser de nous taire. Les manœuvres et les intimidations ne doivent pas laisser les forces autoritaires reprendre le contrôle. Notre solidarité est à cet égard notre seule protection.

Nous devons aussi mener une recherche commune, féministes croyantes et laïques, pour débusquer les fondamentalismes et les conservatismes. La complémentarité de nos expériences peut nous permettre d'affronter ensemble des réalités qui s'enracinent dans des logiques identiques, qu'elles soient économiques, politiques ou religieuses.

Les chrétiennes, pour leur part, ont utilisé tous les recours possibles pour tenter de faire évoluer de l'intérieur leurs traditions religieuses en prenant appui sur les avancées faites par les femmes dans les autres sphères de la vie collective. Alors que le cléricalisme et l'exclusion des femmes des postes de pouvoir reprend force dans certaines institutions, il est nécessaire d'explorer de nouvelles stratégies d'action. Johanne Philipps, dans la dernière édition de la publication électronique *L'autre Parole*³, rappelle que les institutions religieuses sont soumises aux lois et règlements

La complémentarité de nos expériences peut nous permettre d'affronter ensemble des réalités qui s'enracinent dans des logiques identiques, qu'elles soient économiques, politiques ou religieuses.

1. M. Dumont, «Les débuts du féminisme québécois: cent ans d'histoire pour la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste», *Le Devoir*, 28 mai 2007.

2. Voir la recension du livre *La justice pénale* de la Société Elizabeth Fry, dans *Relations*, n° 759, septembre 2012.

3. J. Philipps, «Et pourtant, pourtant...», dans le dossier «Vers un nouveau tissage de la laïcité et de l'égalité des sexes», *L'autre Parole*, n° 133, septembre 2012.

qui prévalent dans la société civile (droit criminel, droit d'association, normes du travail, etc.). Elle invite alors à une application effective aux institutions religieuses de la législation en matière d'égalité et de lutte à la discrimination envers les femmes. Les traditions religieuses revendiquent le droit d'être présentes et d'intervenir dans l'espace public. Elles ne peuvent donc pas se défilier devant les règles communes qui y prévalent.

Les tentatives d'imposer un contrôle centralisateur, de contourner les appels à la transparence et de faire prévaloir des positions dogmatiques sur la liberté de conscience se multiplient dans les institutions politiques et religieuses. Un autoritarisme qu'illustre bien ce que vit l'association des religieuses américaines, la *Leadership Conference of Women Religious* (LCWR). Celle-ci a été mise sous enquête par les autorités ecclésiastiques qui lui reprochent sa proximité avec les mouvements sociaux, surtout celui des femmes, et ses prises de position solidaires revendiquant des transformations radicales dans la société comme dans l'Église, au nom de la justice sociale.

Malgré les reculs, nous pouvons trouver une inspiration pour vivre les temps présents et garder foi en l'avenir dans la réponse donnée au Vatican par ces religieuses. Refusant la soumission face à l'intimidation, la présidente de la LCWR, Pat Farrell, dans son discours livré lors de l'Assemblée 2012 de l'association, invitait courageusement ses membres à voir dans la crise qu'elles traversent les mêmes dynamiques que celles à l'œuvre dans la crise beaucoup plus large que traverse un monde mis en danger par l'individualisme, le patriarcat, l'étroitesse d'esprit et la compétition. Pour en sortir, elle indiquait la nécessité de virages majeurs en faveur de l'égalité, de la collaboration, de l'interdépendance, de la connaissance intuitive et de l'amour. Elle rappelait, pour y arriver, l'importance de la contemplation, de la parole prophétique, de la solidarité avec les personnes exclues, des structures participatives, de la non-violence et de « l'espérance joyeuse ». Mais une espérance que les croyantes disent aussi tenace, « têtue », inspirée par une foi qui fait vivre et qui refuse de laisser triompher l'injustice. ●

POUR PROLONGER LA RÉFLEXION

LIVRES

- BAILLARGEON, Denyse, *Brève histoire des femmes au Québec*, Montréal, Boréal, 2012.
- BLAIS, Mélissa, « J'haïs les féministes! » *Le 6 décembre 1989 et ses suites*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2009.
- CORBEIL, Christine et MARCHAND, Isabelle (dir.), *L'intervention féministe d'hier à aujourd'hui. Portrait d'une pratique sociale diversifiée*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2010.
- DUMAIS, Monique (dir.), *Franchir le miroir patriarcal – Pour une théologie des genres*, Montréal, Fides, 2007.
- DUMONT, Micheline et TOUPIN, Louise, *La pensée féministe au Québec*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2003.
- GIRAUD, Isabelle et DUFOUR, Pascale, *Dix ans de solidarité planétaire: perspectives sociologiques sur la Marche mondiale des femmes*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2010.
- LAMOUREUX, Diane, « Féminisme et mouvement des femmes: entre émancipation et libération », dans G. Tremblay (dir.), *L'émancipation hier et aujourd'hui*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2009.
- MENSAH, Maria Nengh (dir.), *Dialogues sur la troisième vague féministe*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2005.

ROY, Marie-Andrée, « Les femmes, le féminisme et la religion », dans J.-M. Larouche et G. Ménard (dir.), *L'étude de la religion au Québec: Bilan et prospective*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2001.

REVUES

- Bulletin Vivre ensemble*, H. Tessier, « Égalité hommes-femmes, laïcité et montée appréhendée des fondamentalismes », vol. 19, n° 65, printemps 2012; O. Glacier, « Femmes et traditions religieuses », vol. 16 n° 55, printemps 2009.
- DESCARRIES, Francine, « Le mouvement des femmes québécois: état des lieux », *Cités*, vol. 3, n° 23, 2005.
- Développement social*, dossier « Ce que femmes veulent », vol. 13, n° 1, mai 2012.
- La Gazette des femmes*
- MAILLÉ, Chantal, « Migrations: femmes, mouvement et "refondation" du féminisme », *Recherches féministes*, vol. 15, n° 2, 2002.
- Nouveaux Cahiers du socialisme*, dossier « Luites, oppressions, rapports sociaux de sexe », n° 4, automne 2010.
- QUÉNIART, Anne et JACQUES, Julie, « Trajectoires et sens de l'engagement chez les jeunes militantes féministes », *Cahiers de recherche sociologique*, n° 37, 2002.
- Recherches féministes*

Relations, C. Caron, « Un 8 mars entre rage et espoir », n° 755, mars 2012; E. Garant, « Le féminisme dans tous ses états », n° 751, septembre 2011; B. Legault, « Paroles féministes », n° 751, septembre 2011; L. Boivin, « Précarité, femmes et rapports de pouvoir », n° 748, mai 2011; A. Conradi et E.-M. Lacasse, « Marche mondiale des femmes », n° 739, mars 2010; P. Sévigny, « Toujours rebelles », n° 729, décembre 2008; dossier « Les femmes sur tous les fronts », n° 707, mars 2006.

FILMS

- 24 poses féministes* de Caroline Hayeur, Québec, 2012.
- Attention Féministes!* de Rozenn Potin, Québec, 2011.
- Désirs de liberté* de Paula McKeown, Québec, 1996.

SITES

- <cdeac.ca>: Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine
- <cybersolidaires.typepad.com>
- <facebook.com/feminists.rebelles>: Mouvement RebELLES
- <femmes-ministeres.org>
- <rafiq-membres.blogspot.ca> Réseau d'action pour l'égalité des femmes immigrées et racisées du Québec
- <sisyphe.org>: site féministe d'information